POUVOIR OUVRIER

N° 96 — Mars 1969 Mensuel — Prix 1 F.

APRÈS LE 11 MARS RIEN N'EST RÉGLÉ !

Des millions de grévistes, des centaines de milliers de manifestants. La journée du 11 mars a été un grand succès, estiment les directions syndicales. La C.G.T., quant à elle, se déclare « prête à reprendre immédiatement la discussion interrompue à la conférence de la rue de Tilsitt ».

Pour l'état-major cégétiste, la journée du 11 mars n'aurait donc été qu'un moyen pour canaliser le mécontentement des travailleurs, pour faire baisser une tension qui explosait déjà en mouvements spontannés comme au Mans et à Sochaux ?

Au Mans comme à Sochaux, en effet, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui ont décidé, sur le tas, d'arrêter le travail. A Sochaux, cent cinquante ouvriers, à quatre heures du matin, se sont assis sur les rails servant au déplacement des voitures en cours de montage. Le blocage s'est poursuivi les 5 et 6 mars. Sur cette chaîne — finition carrosserie — la moyenne d'âge est d'environ 25 ans ; la production y est supérieure de 30 % à celle d'il y a un an. Au Mans comme à Sochaux, les revendications des ouvriers portaient à la fois sur l'organisation du travail (système des « postes » au Mans, cadences des chaînes à Sochaux), sur les salaires et sur le temps de travail. La grève de l'atelier du Mans, qui a duré une semaine, s'est terminée, après l'intervention des syndicats, sur des promesses de la Régie. Celle de Sochaux a provoqué une violente riposte de la direction : lock-out de 3.000 ouvriers, licenciement de sept grévistes. Isolés, les ouvriers ont repris.

Plutôt que d'organiser la solidarité immédiate, de relier ces actions à celles que les cheminots menaient au même moment, d'appeler ensuite, sur une base de lutte, les autres catégories de salariés à entrer dans la bataille, les directions syndicales ont préféré appliquer la méthode classique d'un « arrêt national ».

Maintenant on voudrait retourner à Tilsitt. Pour quoi faire ? Les patrons ont déjà répondu d'avance : « La grève prochaine n'aura pas de répercussion sur l'attitude du patronat dans le domaine des salaires » déclarait il y a quelques jours le représentant du C.N.P.F.

Dès l'automne, patronat et Etat-patron avaient annoncé clairement leurs intentions : réduire les augmentations de salaires de mai-juin ; accélérer la concentration des entreprises ; accroître la productivité des travailleurs ; renforcer la discipline.

Dans ces conditions, le rendez-vous de mars ne pouvait être qu'une tromperie.

Et maintenant ? Si dans le prolongement du 11 mars, au lieu de « journées d'action » par secteurs, de « délégations massives », etc., des mouvements durs étaient décidés à la base ou organisés par les syndicats sous la pression des travailleurs, patronat et Etat-patron pourraient être amenés à faire malgré tout quelques concessions sur les salaires.

Mais les aspirations, les besoins du prolétariat ne peuvent pas être réduits à une hausse de X pour cent des salaires,

C'est l'ensemble de la gestion capitaliste qu'il faut contester. Toute lutte, même défensive, doit être liée à une contestation du pouvoir patronal, tout combat d'envergure doit tendre à développer l'intervention de la puissance ouvrière dans le domaine réservé à la bourgeoisie et à l'Etat-patron.

Une politique ouvrière des salaires doit afficher comme but : des augmentations uniformes, non hiérarchisées, car la hiérarchie divise les travailleurs, la suppression des primes par leur incorporation au salaire, la lutte contre les salaires au rendement, le refus des heures supplémentaires. La réduction de la semaine de travail doit passer au premier plan des revendications. Dans le domaine du travail lui-même, la discipline, les ordres imposés par les chefs ne doivent pas être acceptés comme allant de soi ; il faut au contraire établir un contrôle des travailleurs sur les temps d'usinage alloués, les cadences sur les chaînes, les conditions de travail dans les ateliers et les bureaux. L'embauchage et le débauchage, à leur tour, doivent être soumis au contrôle des salariés. Mais ce contrôle n'est pas une panacée. Il ne peut être réel que dans la mesure où il devient l'affaire de tous, c'est-à-dire s'il est exercé par des assemblées réunissant les travailleurs de l'atelier ou de l'entreprise.

Pour que nos luttes soient efficaces, pour qu'elles puissent ouvrir une perspective socialiste face à la dictature du capital, il faut que les revendications expriment les aspirations du prolétariat moderne. C'est une nouvelle politique ouvrière qu'il faut définir et appliquer.

Faut-il détruire Israël ?

Le refus par Israël d'évacuer les teritoires occupés après la guerre des Six Jours de juin 1967, a profondément transformé le conflit qui l'oppose depuis sa création en 1948 aux pays arabes et surtout aux arabes palestiniens. Cette occupation a provoqué une violente réaction des Palestiniens et la cristallisation de leur sentiment national. Désormais, dans le conflit israélo-arabe, la résistance du peuple palestinien est passée au premier plan. C'est ainsi que, beaucoup mieux que par le passé, se dévoile la véritable nature de l'état israélien.

ISRAEL, FAIT COLONIAL

Lorsque les sionistes ont jeté leur dévolu sur la Palestine pour y créer les bases d'une nationalité israélienne, ce pays n'était pourtant pas vide d'hommes.

Sur les 25.000 km2 que délimitent la Méditerranée et le Jourdain, vivaient deux millions d'Arabes palestiniens.

A la différence des colonisateurs européens en Amérique ou en Afrique, les Sionistes n'envisageaient pas d'exterminer les Palestiniens ou même de les exploiter directement. Ils voulaient « simplement » les refouler vers les autres pays arabes. Ils s'y employèrent au début par le moyen de l'achat de terres aux gros propriétaires arabes, sans ce soucier du sort des malheureux paysans qui devaient abandonner leurs foyers.

Vers la fin de la première guerre mondiale, l'impérialisme anglais qui avait pris le contrôle du Moyen-Orient, accorda, par la Déclaration de Balfour (1917), son soutien à la création d'un Foyer National Juif en Palestine. Il y voyait, en effet, la possibilité de constituer une communauté d'origine européenne qui resterait sous l'influence britannique et lui donnerait une carte de plus dans le jeu qu'il menait pour affermir ses positions au Moyen-Orient. L'immigration juive allait se développer à un rythme croissant : 50.000 Juifs en 1917, 500.000 en 1940.

Malheureusement pour les Sionistes, le vent de l'histoire avait tourné. l'époque coloniale touchait à sa fin et le mouvement de libération nationale se renforçait dans le monde arabe. Dès 1918, des conflits armés éclatent entre colons juifs et Palestiniens.

L'impérialisme anglais — qui, pour faire pièce à l'occupant turc, avait favorisé lui-même le nationalisme arabe pendant la guerre — est forcé d'infléchir sa politique vis-à-vis des Juifs. Dès 1922, un Livre Blanc est publié proposant de limiter l'immigration. En 1930, l'Angleterre confirme cette position, puis en 1939 elle s'oppose nettement à la création d'un état juif.

Après la fin de la deuxième guerre mondiale, l'affaiblissement de l'impérialisme anglais, le traumatisme causé en Europe par le massacre de 6 millions de Juifs, permet aux colons juifs d'affirmer leur prétention à créer un état national.

Un conflit armé éclate entre les colons et l'administration anglaise: les Anglais sont obligés d'évacuer la Palestine. En 1947, l'O.N.U. décide de partager la Palestine en deux états : un juif et un arabe. Mais les Arabes refusent l'accord. Des combats opposent Israël à six pays arabes (Egypte, Jordanie, Syrie, Irak, Liban, Arabie Séoudite) soutenus diplomatiquement et militairement par l'Angleterre. Israël trouve un allié inattendu dans

(suite page 2)

les étudiants ne se mobiliseront pas pour l'"université politique"

Les événements de ces dernières semaines confirment les analyses s'opposant à la participation. Non seulement la présence dans les assemblées paritaires ne permettrait pas de faire échec à la politique du pouvoir, mais les interventions du type « tribune de propagande » sont même prévues par la loi qui stipule que chaque fois que l'ordre public sera compromis ou que les assemblées ne pourront faire respecter leurs décisions, le gouvernement décidera par décret. Le pouvoir veut restreindre au cadre strictement universitaire les luttes étudiantes ; une fois circonscrits aux facultés les lieux d'agitation, il veut emprisonner la majorité des étudiants dans un cadre institutionnel vide : entrer dans ce cadre légaliste c'est abandonner le terrain politique. En Mai, la mise en place d'une assemblée réellement paritaire à la fac. de droit s'est soldée par un échec : à toutes les revendications à caractère politique il fut répondu par des arguments juridiques et jamais une discussion de fond n'a pu avoir lieu. C'est ainsi par exemple, que le contrôle continu des connaissances, envisagé initialement avec ses conditions matérielles et financières, s'est vu appliqué sans que ces conditions soient remplies ; dénaturant le caractère de ces revendications, on leur a donné une signification sélective, parfaitement conforme à l'ordre établi.

A la participation répressive, les étudiants ont répondu par la grève active.

L'université n'étant pas un secteur directement productif et le travail des étudiants ne faisant pas l'objet immédiat d'un échange, il est évident que le mot d'ordre de grève active revêt un sens différent.

La minorité politisée, regroupée en majeure partie dans les comités d'action, ne pouvait à elle seule mettre en échec la politique universitaire gouvernementale. Il fallait donc mobiliser les étudiants sur leur lieu de travail c'est-à-dire dans les cours et les T.P. Au lieu et place de l'enseignement habituel, devaient se dérouler des discussions politiques permettant d'informer et d'organiser un maximum d'étudiants.

Il s'agissait donc bien de modifier le caractère du travail universitaire. Mais se posent alors deux problèmes : quelles formes d'organisation adopter et comment dépasser ce premier stade d'information et de mobilisation ?

Quelques jours avant le déclenchement de la grève active, une première tentative avait été faite en sociologie. Deux jours de grève active sur le mot d'ordre : « Rétablissement des séminaires supprimés par l'administration » avaient pleinement réussi.

(suite page 4)

EDITE PAR « POUVOIR OUVRIER »

— **IMPERIALISME ET BUREAUCRATIE FACE AUX REVOLUTIONS DANS LE TIERS-MONDE.**
(Avec une introduction sur les contradictions du capitalisme)
100 pages — **4 F**

— **LA REVOLUTION RUSSE DE 1917.**
12 pages — **1 F**

— **LA REVOLUTION HONGROISE.**
10 pages — **1 F**

— **LE TROTSKYSME ET L'U.R.S.S.**
10 pages — **1 F**

— **LES GREVES DE CAEN**
10 pages — **1 F**

Faut-il détruire Israël ?

(SUITE DE LA PAGE 1)

le bloc « soviétique » qui, pour contrer les Anglais, lui envoie des armes tchèques. Le conflit se résoud au profit d'Israël, qui est alors reconnu par l'U.R.S.S., puis par les autres grandes puissances et finalement admis à l'O.N.U. Israël devient dès lors un fait accompli que les attaques des pays arabes et des Palestiniens n'ont pu depuis remettre en cause.

Israël, dernière création de l'expansion impérialiste occidentale, est un fait colonial incontestable, mais est-il pour cela devenu un fait aussi irréversible que les Etats-Unis ou le Mexique ? Pour les Arabes et les Palestiniens, absolument pas. Au contraire, pour les deux millions et demi de Juifs qui aujourd'hui y vivent, cela ne souffre aucune discussion.

UN CORPS ETRANGER DANS LE MONDE ARABE

Par son origine et par ses structures économiques et sociales, sa langue, sa culture, son mode de vie, Israël ne pouvait apparaître aux pays arabes que comme un corps étranger, comme une création de l'Occident. En même temps, le développement rapide de son économie, la constitution d'une industrie techniquement avancée représentaient un danger potentiel d'étouffement pour les états (Egypte, Syrie, Liban) possédant déjà des structures bourgeoises et s'efforçant de s'arracher au sous-développement.

Par la force des choses, Israël devait donc se placer du même côté que l'impérialisme et favoriser, au Moyen-Orient, le maintien des régimes les plus rétrogrades.

Sa politique extérieure est, à cet égard, parfaitement claire : soutien aux impérialistes américains dans la guerre de Corée et aujourd'hui au Vietnam, soutien à la France dans la guerre d'Algérie, aux Anglais et aux Français lors de l'expédition de Suez en 1956. Cette politique extérieure tout entière tournée contre les mouvements de libération nationale dans le Tiers Monde dévoile bien sûr la nature colonialiste d'Israël et le désigne aux yeux des pays arabes comme la tête de pont de l'impérialisme au Moyen-Orient.

Pourtant cette image ne rend pas compte de la complexité des rapports entre les impérialismes et les états du Moyen-Orient.

L'impérialisme anglais avait nettement pris position contre la création d'Israël. L'impérialisme français, lui, se rapprocha d'Israël pendant la guerre d'Algérie. En 1956, la nationalisation du canal de Suez provoqua, momentanément, une alliance France-Angleterre-Israël. Mais dès 1963, la France chercha à renouer ses liens avec les états arabes. De même pour l'Angleterre. L'U.R.S.S., qui avait soutenu Israël à sa création, puis s'était désintéressée du Moyen-Orient, y est revenue en force en soutenant les pays arabes. Les U.S.A. eux-mêmes, s'ils ménagent Israël, sont fermement décidés à ne pas se couper des Arabes. Il est bien évident que le marché constitué par 100 millions d'Arabes et les sources de profits que représentent les richesses pétrolières sont sans commune mesure avec le petit état d'Israël.

D'un autre côté cependant, l'existence d'Israël permet à l'impérialisme le plus fort — les U.S.A. — de maintenir au Moyen-Orient un certain équilibre nécessaire à ses intérêts. C'est ce qui explique qu'il ait pris la relève de la France en fournissant des avions et de l'équipement au gouvernement de Tel-Aviv et en le soutenant financièrement.

Du point de vue financier toutefois, le principal soutien d'Israël provient de la bourgeoisie juive de la Diaspora, principalement des milliardaires américains.

Ce sont eux surtout qui prennent des commandes à Israël, assurent son commerce extérieur. De sorte que par un retournement complet du projet sioniste, ce n'est pas Israël qui est nécessaire aux Juifs de la Diaspora, mais bien au contraire les Juifs de la Diaspora qui sont nécessaires à la survie d'Israël. Qu'Israël ne soit pas la solution à la question juive, il suffit, pour le prouver, de constater qu'il y a 15 millions de Juifs dans le monde et seulement 2 millions et demi en Israël.

LES PAYS ARABES FACE A ISRAEL

L'impuissance des états arabes à battre Israël par les armes ne découle certes pas d'une incapacité congénitale des Arabes à comprendre la science militaire ou d'un manque de courage physique, comme l'insinuent racistes et pro-israéliens de tout poil. Elle découle des structures sociales et économiques arriérées de ces pays, de leur faible développement technique.

Une agriculture presque partout archaïque, les meilleures terres dans les mains des grands propriétaires résidant souvent dans les villes ; les petits et les moyens paysans presque toujours relégués dans les régions montagneuses ou semi-arides. Dans les villes, une bourgeoisie, fort ancienne dans certains pays, mais plus portée vers les placements fonciers et immobiliers que vers les investissements industriels, tirant ses revenus surtout du commerce, de la banque et de l'exploitation agraire. Les industries importantes presque partout dans les mains de sociétés étrangères, les bourgeoisies locales se bornant à prendre des participations. A côté de cette bourgeoisie rachitique, des grands propriétaires terriens, une caste militaire particulièrement développée s'arrogeant des privilèges exhorbitants et divisée en cliques rivales se disputant le pouvoir politique par des coups d'états périodiques.

Voilà à première vue la texture économico-sociale qui expliquerait les défaites répétées des armées arabes, l'incapacité des dirigeants militaires.

Une telle image cependant ne rend pas entièrement compte des raisons de ces échecs. Car s'il est vrai que le Moyen-Orient est une région sous-développée, pas plus qu'ailleurs la société n'y reste figée et les événements qui s'y déroulent ne peuvent pas être une répétition continuelle du passé. Face à la bourgeoisie impotente et aux couches « féodales » parasitaires, se profilent, en effet, non seulement les revendications de la paysannerie pauvre et des travailleurs exploités, mais s'affirme encore, depuis des années déjà, la pression de groupes souvent issus de la petite-bourgeoisie (cadres inférieurs de l'armée, techniciens, intellectuels, fonctionnaires) qui visent à substituer aux anciennes classes dirigeantes un appareil politico-militaire capable d'organiser le développement national sur la base de l'étatisation. C'est le « socialisme arabe », tel qu'on le voit par exemple en Egypte.

Cependant, comme le prouve justement l'expérience de l'Egypte, ce « socialisme arabe », une fois installé au pouvoir, ne parvient ni à mener jusqu'au bout les transformations sociales indispensables — ne serait-ce qu'une réforme agraire radicale — ni à promouvoir le processus d'unification politique des pays arabes qui pourrait les libérer de l'influence des impérialismes.

En réalité, l'incompétence, l'irresponsabilité, la corruption des apareils politico-militaires qui détiennent le pouvoir dans la plupart de ces pays n'ont fait qu'aggraver encore la situation économique tout en accentuant l'exploitation des masses paysannes et des travailleurs des villes, renforçant par là-même les conditions de leur défaite face à l'armée d'Israël.

En effet, la Guerre des Six Jours n'a pas seulement montré la volonté et l'organisation de la bourgeoisie israélienne, la supériorité technique d'Israël découlant de ses structures socio-économiques capitalistes. Elle a permis de constater aussi **la non-adhésion** des paysans et travailleurs arabes mobilisés sous l'uniforme aux régimes qui les exploitent. La haine raciale ne suffit pas pour se battre. Encore faut-il que le combattant éprouve — à tort ou à raison — le sentiment qu'il **défend** quelque chose. Les soldats arabes n'avaient rien à défendre : c'est pourquoi ils ne se sont pas sérieusement battus, laissant aux mercenaires de la Légion jordanienne le soin de faire preuve d'héroïsme.

Face à Israël, le « socialisme arabe » égyptien, syrien ou irakien — en dépit de l'armement fourni massivement par les Russes — ne s'est pas montré militairement plus efficace que les « féodaux » jordaniens.

En réalité, la lutte contre Israël a surtout servi aux appareils politico-militaires du « socialisme arabe » comme aux classes dirigeantes traditionnelles pour cimenter l'Union Sacrée, pour détourner les masses exploitées de leurs propres problèmes et revendications en développant le chauvinisme et la haine raciale.

LES PALESTINIENS

Dans le conflit israélo-arabe, les Palestiniens ont été les laissés pour compte. En 1948 les états arabes ne purent pas vaincre Israël, mais ils s'arrachèrent les morceaux de la Palestine arabe prévue par l'O.N.U. : le Royaume de Jordanie s'empara de la Cisjordanie, l'Egypte de la bande de Gaza, la Syrie de quelques kilomètres carrés. Israël s'agrandit également (20.000 km2 au lieu des 15.000 que l'O.N.U. lui avait alloués). Les formations armées juives chassèrent par la violence un million de Palestiniens qui se retrouvèrent dans les camps de réfugiés, en Jordanie et à Gaza surtout. Les gouvernements arabes ne firent rien pour eux, les laissant croupir dans une misère sans bornes, uniquement alimentés par les rations que la charité mondiale leur fournissait par l'intermédiaire de l'O.N.U.

Dans cet état de déchéance et de dépendance alimentaire, il est trop évident que la révolte des réfugiés palestiniens ne pouvait rien donner de positif. La seule organisation importante à se constituer fut l'O.L.P., créée par les éléments réactionnaires de la Ligue Arabe. Avec Choukeiri à sa tête, l'O.L.P. se proposait l'extermination des Juifs et propageait une idéologie raciste. Cependant, vers 1964 se forment deux autres organisations: El Fatah et le F.P.L.P. (Front Populaire de Libération de la Palestine) en opposition à la ligne de Choukeiri. Leur formation est due surtout à des étudiants palestiniens. Un petit nombre de réfugiés ayant réussi à échapper à l'ambiance déliquescente des camps, comprirent que la lutte des Palestiniens supposait comme préalable de s'arracher non seulement à l'emprise des « féodaux » arabes, mais aussi à celle des nationalistes du type Nasser. El Fatah se constitua sur cette base. Le F.P.L.P., se radicalisant encore davantage, s'affirma marxiste-léniniste et en vint à l'idée que la lutte des Palestiniens exigeait un développement de la lutte des classes dans tous les pays arabes.

La victoire israélienne de juin 67, en entraînant l'occupation de territoires arabes considérables, créa une situation nouvelle.

L'occupation militaire, en effet, a une logique propre à laquelle aucun occupant n'échappe. Elle provoque la résistance, le terrorisme qui imposent des représailles à l'occupant.

Il n'est pas de semaine en Cisjordanie ou à Gaza que des grèves ne soient organisées par les commerçants, les jeunes lycéens, que des manifestations populaires ne soient déclenchées contre l'occupant, que des sabotages ne soient commis par les « feydayns » protégés par les paysans. El Fatah et le F.P.L.P., qui disposent désormais d'un réseau de camps d'entraînement en Egypte, en Syrie et en Jordanie, nouent des liens de plus en plus étroits avec la population des territoires occupés.

A l'heure actuelle, le F.P.L.P., et plus encore sa fraction dissidente le F.P.D.L.P., en sont arrivés à mettre en question le régime social et politique des différents pays arabes et à poser que le problème israélo-arabe ne sera résolu que si les masses prennent le pouvoir aussi bien dans les états arabes qu'en Israël. Bien qu'elle ne soit pas toujours formulée d'une manière parfaitement claire, cette orientation du programme du F.P.D.L.P. constitue un progrès incontestable dans la voie qui pourrait mener à une transformation révolutionnaire des sociétés du Moyen-Orient.

Il est nécessaire d'expliquer et de soutenir la lutte que les Palestiniens mènent à la fois contre l'occupant israélien et contre le régime de Hussein de Jordanie. On ne doit cependant pas oublier que cette lutte a actuellement un caractère essentiellement **national** et qu'elle regroupe toutes les classes et couches sociales du pays : il n'y a pas de « collaborateurs » en Cisjordanie ! Compte tenu de ces traits spécifiques et du fait qu'il n'y a pratiquement pas de classe ouvrière en Cisjordanie, compte tenu également du fait que les « feydayns » dépendent matériellement (argent, armés, etc.) des pays voisins, l'action des Palestiniens n'ouvre pas aujourd'hui une perspective de révolution sociale ; elle reste fondamentalement un combat pour retrouver l'identité nationale.

Il est vrai que le problème palestinien ne peut pas être détaché de l'ensemble du Moyen Orient. Une solution purement palestinienne n'est guère probable. Elle exigerait, en effet, un règlement, même provisoire, du conflit israélo-arabe dans son ensemble puisque, pour qu'un Etat palestinien puisse se constituer, les troupes israéliennes devraient se retirer de la Cisjordanie. Certes, un accord entre les quatre grandes puissances pourrait viser une telle solution, ce qui ne signifie pas qu'elles réussiraient à la faire accepter facilement. Cet accord paraît actuellement peu probable, car le Moyen-Orient est justement l'une des zones du globe où s'affrontent, par personne interposée, les impérialismes.

***

Face au déchaînement quotidien de la propagande anti-arabe, il est nécessaire de dénoncer clairement la politique expansioniste de la bourgeoisie israélienne, l'occupation des territoires arabes et la répression exercée contre les Palestiniens, tout comme l' « apartheid » de fait auquel sont soumis les Arabes qui vivent en Israël.

Mais il est non moins nécessaire d'affirmer ouvertement ce que les masses arabes elles-mêmes commencent déjà à comprendre : la misère des paysans et des travailleurs, l'oppression politique et les régimes policiers qu'ils supportent ne découlent pas de l'existence de l'état d'Israël. Le paysan d'Irak ne transformera pas son sort en applaudissent aux sinistres pendaisons de Bagdad. Si la bourgeoisie du Liban vit dans l'aisance grâce à sa situation de centre financier du Moyen-Orient, le peuple libanais, lui, est sévèrement exploité. Et en Egypte, si le sort des masses s'est aggravé depuis la défaite de 1967, il n'était guère brillant avant. Or, en Egypte justement, les émeutes de février et novembre 1968 semblent indiquer que la liaison entre la nature de classe du régime, la misère et l'échec militaire de 67 est déjà perçue par de nombreux travailleurs. Car, en effet, c'est contre la bureaucratie nassérienne et non contre Israël que les manifestations furent déclenchées, et il en fut de même au cours des luttes étudiantes à Alexandrie.

Pour les masses opprimées des pays arabes du Moyen-Orient, l'ennemi à abattre n'est pas simplement la bourgeoisie israélienne. L'ennemi ce sont aussi et surtout les classes dominantes arabes et les régimes d'exploitation qu'elles maintiennent par tous les moyens.

En tant qu'Etat juif, Israël est condamné à disparaître. Le conflit entre Israéliens et Arabes ne peut trouver de solution véritable que dans la formation d'un état plurinational faisant partie d'une Fédération socialiste du Moyen-Orient.

Certes, cette solution n'est pas à la portée de la main. Mais dans la mesure où les éléments politiquement les plus avancés des pays arabes et de Palestine se fixeraient un tel objectif, la résistance à l'expansionisme de la bourgeoisie israélienne, la lutte dans les territoires occupés pourraient s'intégrer à un vaste mouvement de transformation révolutionnaire de tout le Moyen-Orient brisant le cadre réactionnaire du pan-arabisme et dépassant les objectifs limités du développement national. Les répercussions d'un tel mouvement sur la population israélienne seraient si profondes qu'elles feraient à coup sûr éclater en Israël même les antagonismes sociaux aujourd'hui étouffés par la « menace arabe ».

PERMANENCE DE "POUVOIR OUVRIER" : Tous les samedis de 15 h. à 18 h. au local : 22, rue L. Bellan, Paris 2e

Enseignants : syndicat de catégorie ou syndicat unique

« Rien ne peut plus être comme avant ». Cette phrase si souvent entendue exprime l'espoir et le découragement des instituteurs de la Manche après mai. Une partie d'entre eux a fait la critique de l'échec du mouvement. Elle a mis en cause l'attitude de toutes les centrales syndicales et surtout celle de la C.G.T.

Dans le développement de la grève, ils ont dépassé le cadre catégoriel de leur syndicat pour mener la lutte avec les autres catégories de la F.E.N. Trente-huit syndicats de catégories depuis l'agent de lycée jusqu'à l'agrégé ! Jamais les structures de leur organisation ne leur sont apparues aussi vides.

Ne pouvant mener la lutte plus avant, ils ont voulu briser le cadre catégoriel de la F.E.N. et la transformer en un syndicat unique de l'éducation nationale (S.U.E.N.).

Déjà à la fin de mai, l'idée d'une F.E.N. syndicat d'industrie où on ne verrait plus ces luttes intestines, où le S.N.E.S. (syndicat des professeurs du secondaire) ne combattrait plus le S.N.I. (et vice-versa), pour privilégier ses adhérents, s'imposa comme une nécessité. D'autant plus que la création des C.E.S., où rivalisent les catégories, la rendait nécessaire.

A la fin de juin, cette idée de S.U.E.N. se répandait rapidement et des motions provenant de Mortain, Saint-Hilaire, Valognes, Les Pieux, Cherbourg, demandant la mise à l'étude immédiate, furent expédiées au responsable départemental de la F.E.N., ainsi qu'aux divers responsables de syndicats de catégories ; des doubles circulèrent, établissant ainsi un réseau parallèle et horizontal.

Pressés par la base, les responsables se décidèrent le 30 juin à réunir une C.A. (commission administrative) de la F.E.N.

Devant l'attitude déterminée de certains délégués il fut décidé qu'un bulletin d'information sortirait pendant les vacances (il ne parut jamais...) et qu'une nouvelle C.A. serait convoquée dans les plus brefs délais.

A la rentrée ,devant le retard apporté par les dirigeants à convoquer une nouvelle C.A., certains cantons décidèrent de ne pas régler le montant de leurs cotisations (S.N.I.) ; par contre, dans le S.N.E.S. peu de mouvement.

Devant cette mesure radicale, les responsables de la F.E.N. se résignèrent à la création de dix districts de base F.E.N. où toutes les catégories se rencontreraient Dans un premier temps, ces districts n'auraient qu'un rôle d'étude. Ils devraient choisir la création immédiate du S.U.E.N. ou bien l'aménagement des structures actuelles ; dans le cas où les syndiqués se prononceraient pour la première solution, étude des statuts proposés par Cherbourg.

Depuis que cette décision a été prise, plus de deux mois et demi se sont écoulés et aucune réunion de synthèse n'a eu lieu. On prend pour prétexte que tous les districts ne se sont pas réunis, que les gars du S.N.E.S. ne sont pas « chauds », etc.

Et pourtant nous avons la preuve que la moitié des districts s'est prononcée pour l'adoption immédiate du S.U.E.N. ; nous savons aussi que certains camarades, fort en colère, bravant la direction, et se conformant aux statuts de Cherbourg, ont décidé de se constituer en cellule de base du S.U.E.N., en lui donnant pouvoir de décision...

***

Les points essentiels des statuts de Cherbourg sont les suivants :

Article 2 : « Ce syndicat groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. Il a pour but de donner conscience à tous les membres de l'Education Nationale du rôle social qu'ils remplissent et de contribuer à rendre ainsi le personnel apte à diriger lui-même ce service sous le contrôle de la société ; de lier les efforts des enseignants syndicalistes à ceux de la classe ouvrière en général.

— Pas de permanents inamovibles (3 mandats maximum).

— Double représentation au niveau du conseil syndical départemental.

1. représentants des districts de base mandatés au conseil sur une question figurant à l'ordre du jour. Ces représentants « tournent » le plus possible.

2. membres élus en dehors des précédents, sur liste de tendance.»

Ces structures syndicales nouvelles vont dans le sens d'un dépassement des catégories, d'une prise de conscience du rôle des bureaucrates, d'une plus grande participation de la base. Elles ne pouvaient donc que rencontrer l'accord de la minorité révolutionnaire de l'Ecole Emancipée, qui les a largement discutées et fait connaître. Elles ne pouvaient, par contre, que se heurter à l'opposition des responsables des différents syndicats.

***

Que deviendra ce fort courant unitaire de mai ? L'appareil départemental et national semble, pour l'instant, l'emporter.

En effet, d'une part il est évident que le besoin d'unité ne peut se cristalliser qu'au cours d'une lutte commune. En l'absence de tout mouvement, chacun a tendance à se replier sur sa catégorie. D'autre part, les camarades les plus sensibilisés se trouvent dans les C.E.S. Or la Manche est un département à majorité rurale. De ce fait, il aurait fallu étendre ce mouvement hors du département au moyen de liaisons horizontales.

Ceci a été tenté, notamment par les minoritaires de l'Ecole Emancipée, mais la crise intérieure que traverse cette tendance empêche pour le moment toute liaison véritable et diminue l'efficacité dans le travail militant.

Pourtant, il n'est pas certain que le S.U.E.N. soit enterré.

Bien sûr, les réformistes qui, pour l'instant, laissent le mouvement pourrir, essaieront ensuite de le dévoyer. En effet, une transformation des structures de l'actuelle F.E.N. est ressentie par eux comme objectivement nécessaire. Ceci pour deux raisons : a) la régionalisation (la F.E.N. n'a pas d'instances susceptibles de permettre le dialogue à l'échelon régional) ; b) la sortie, avant octobre de cette année, du « nouveau statut » d'une « nouvelle catégorie » de professeurs de C.E.G. Où iront ces nouveaux sous-professeurs ? Feront-ils encore partie de l'actuel S.N.I. où beaucoup militaient ? ou bien iront-ils au S.N.E.S. ? A moins qu'ils ne forment un 39e syndicat de la F.E.N. que chacun des deux grands syndicats essaierait d'influencer ? Beaux maquignonnages de sommet en perspective.

En attendant, aucune lutte sérieuse ne s'engage contre ce statut que le pouvoir préparait depuis de nombreuses années.

Parmi les cégétistes, certains ont fait une propagande effrénée pour le S.U.E.N., mais en y ajoutant, tel un refrain, la suppression du droit de tendance. Leur seule perspective est de récupérer le mouvement avec l'aide de l'appareil du P.C. et de lutter contre l'influence grandissante des gauchistes de l'Ecole Emancipée. Ils ont rencontré parfois un certain écho chez les militants las des querelles « sectaires ».

Les cégétistes, majoritaires au S.N.E.S., guignent avec intérêt une éventuelle cassure du S.N.I. dont ils pourraient profiter. En réalité, ce qui est en question c'est la direction de la F.E.N. Les bureaucrates majoritaires et « Unité et Action » (ex-cégétistes) se préoccupent moins de défendre leurs mandants que de garantir ou de conquérir leur propre pouvoir sur la F.E.N.

Que feront les militants de base dans le cadre de cette lutte d'appareils ?

Il est certain qu'à l'occasion de l'aménagement des structures proposé par les majoritaires, des groupes militants se formeront pour défendre la nécessité de dépasser les catégories et de former un syndicat de type industrie.

C'est aux militants syndicalistes-révolutionnaires de l'Ecole Emancipée d'aider à l'élargissement, sur le plan national, de ces initiatives.

Dans un C. E. T. de la Région Parisienne

Ce collège d'enseignement technique accueille 420 élèves en vue de la préparation aux C.A.P. de Mécanique générale, Menuiserie, Chaudronnerie et Electro-Technique. La formation aux « métiers nobles » d'ajusteur, fraiseur, tourneur, comme dans beaucoup d'endroits a été abandonnée au profit de celle de mécanicien en mécanique générale. Le personnel auxiliaire constitue 50 % des effectifs. La représentation syndicale est la suivante : C.G.T. 18 ; C.F.D.T. 4 ; F.O. 2 ; S.N.E.T.A.A. 6, non syndiqués 4 se ralliant en général au syndicat « apolitique ». Il n'y a pour ainsi dire aucune activité syndicale particulière. Il est vrai que le C.E.T. étant récent les sections en sont encore à regrouper leurs membres.

A l'atelier, la majorité de la C.G.T. tient au fait que, les maîtres étant recrutés dans l'industrie, la situation de cette dernière est quasiment reproduite dans les C.E.T. Les professeurs d'atelier appartiennent à l'aristocratie de la classe, en voie de décomposition. C'est généralement la déqualification (ou sa menace) qui poussent les ouvriers professionnels (tous hautement qualifiés) à entrer dans l'enseignement même si, au départ de la carrière, leur salaire équivaut aux 3/4 de ce qu'ils touchaient dans la production. Il est clair que, d'un autre côté, cela représente (et c'est inversement proportionnel à l'âge) une promotion sociale. Plus le maître est jeune, plus il est imbu de sa nouvelle responsabilité qui lui impose de transmettre sa technique de la même façon qu'il l'a pratiquée en usine, mais suivant les modèles qu'on l'a forcé à imiter pour avoir droit au diplôme, sans lequel, paraît-il, on ne trouve pas de travail. Or, la pédagogie a évolué. Les méthodes fondées exclusivement sur l'autorité font faillite ; les inspecteurs mêmes, les bannissent. La subtilité, la rigueur logique, le parler clair, la patience attentive ne sont généralement pas dans les habitudes d'hommes plus entraînés aux relations avec la matière inerte qu'avec la réalité vivante et mouvante que constitue une classe. Il s'ensuit une série de distorsions, dans les rapports avec les élèves dont les conséquences se retournent toujours contre eux. En effet, l'ouvrier qui sort de l'usine n'est nullement préparé à affronter les problèmes que pose l'éducation technique d'une vingtaine de « drôles », tous décidés à se payer du bon temps à l'école, ne serait-ce que pour retarder le plus possible le moment d'entrer à l'usine ou d'en sortir harassé, comme le père, quand il rentre à la maison. Or, de mémoire de professeur, personne n'a jamais appris à travailler d'une façon rationnelle, selon une méthode scientifique ou tendant à s'en rapprocher. Jusqu'à nos jours la transmission des techniques s'est toujours effectuée d'une manière formellement descriptive et démonstrative.

Il ne fait pas bon être élève de ce C.E.T. Car, dans la majorité des cas, la pédagogie se résume à 1/4 d'heure d'explications et de gestes : « c'est comme ça qu'il faut faire », et les élèves sont ensuite abandonnés à eux-mêmes, c'est-à-dire livrés à tous les inconvénients qu'autorise le peu de « disponibilité » du maître, cela pendant 3 h 30. De temps à autre un grand coup de voix rappelle à l'ordre deux élèves qui se battent en duel ou chahutent près d'une machine en mouvement. Après l'engueulade, la sanction : x leçons de technologie à copier ou 1 à 2 heures de piquet, debout au pied du mur. Pendant ce temps, le maître bavarde, s'absente (quelquefois 1 h 30) bricole sur sa voiture, répare un ustensile de la cuisine, « perruque », se livre enfin à toute activité parfaitement étrangère à la fonction éducative. En général peu de violence mais de nombreuses vexations et beaucoup de mépris pour l'élève qui n'a pas immédiatement obéi ou assimilé la parole du maître. De toute manière, qu'il soit titulaire ou auxiliaire, jeune ou ancien, débutant ou chevronné, l'existence même du maître impose aux élèves le respect transi, l'obéissance aveugle, la perméabilité aux idées, la transmission instantanée, le recueillement ou la participation active, au doigt et à l'œil de celui hors duquel il n'y a point de salut professionnel. En mai 1968, du jour où les enseignants se sont mis en grève, bien que tous les moyens aient été employés pour convaincre les élèves de se joindre au mouvement, ceux-ci ont refusé de venir au collège. Ceux que les parents envoyaient tout de même, restaient dissimulés au coin de la rue. Les plus audacieux s'approchaient, plus près, pour observer si leur professeur était là. Dans la négative et après 30 minutes d'attente, ils repartaient tout joyeux apprendre la vie sur les bords de la Seine ou dans les cafés attenants. C'était toujours un peu de bon temps de gagné. Pas une seule fois pendant toute la grève, un élève n'a pénétré dans l'établissement. Cela révélait avec évidence, le climat dans lequel se déroule l'enseignement et la nature des rapports entre les maîtres et les élèves. Tout ce qui est demandé à l'élève est de se couler dans le moule préfabriqué de la mentalité petite-bourgeoise, support éprouvé de l'idéologie de la classe au pouvoir.

Néanmoins, du chef d'établissement au professeur nostalgique de l'époque où l'élève devait obéir sans broncher, personne n'a pu empêcher les secousses qui ont suivi le mouvement de Mai.

Bien que n'ayant jamais formulé ouvertement leur mécontentement à l'égard des conditions de travail, de la forme et du contenu des programmes, les élèves ont senti qu'il y avait quelque chose de changé. Le fait qu'ils aient acquis la possibilité de s'exprimer par l'intermédiaire des délégués de classe dans les conseils, ne peut que contribuer à les faire reconnaître comme groupe social. De plus, ces délégués préfigurent les délégués d'atelier ou de département dans la production. Aussi, tant qu'ils garderont leurs illusions, ils essaieront de se servir de ce nouveau moyen d'expression pour faire passer de la forme passive à la forme active leur résistance au dressage.

L'ébranlement du système capitaliste provoqué par l'arrêt quasi-total de la production n'a pas pu ne pas avoir de répercussions même là où tout paraissait figé depuis longtemps et pour longtemps.

Un mardi, au début de février, les élèves de troisième année cessaient les cours et tenaient un meeting. Le mécontentement avait atteint sa limite : depuis 1 mois et demi et à 3 mois du C.A.P., ils n'avaient pas de professeur de lettres. Or, depuis quelque temps, le problème de leur niveau de connaissance se pose avec d'autant plus d'acuité que la date de l'examen approche. Ils ont réellement le sentiment qu'ils sont non seulement des victimes mais des sacrifiés. Lorsqu'ils font le compte des périodes où le nombre des professeurs a coïncidé avec le nombre de matières, ils s'aperçoivent qu'ils ont « bénéficié » de l'enseignement complet du programme environ 1 an et demi sur 2 ans et demi de présence au collège. C'est peu, et s'ils ne « savent pas grand chose » — reproche fréquent — ils ont tout de même compris qu'ils le devaient à l'incurie et à l'inorganisation de l'Administration du C.E.T. Car on ne leur a pas seulement fait supporter le manque d'enseignants, mais aussi la non-installation matérielle de certains secteurs de l'atelier, nouvellement créés. Et voilà que pour couronner le tout, le prof. de français leur fait tout à coup défaut. La mesure est pleine.

Au cours du meeting, ils rédigent une lettre au président de l'A.P.E. annonçant clairement leur volonté de maintenir une grève illimitée tant qu'il n'y aura pas de prof. et lui demandent d'avertir les parents de cette décision. Le lendemain, ils expriment dans un tract, composé avec l'aide d'un C.A.E.T. voisin, les revendications générales exprimées par la grande majorité des élèves de l'Enseignement technique au mois de Mai : manque de débouchés ; impossibilité d'accéder au cycle long ; niveau insuffisant en regard des progrès techniques.

Devant leur détermination, l'administration a cédé. Trois jours plus tard, une prof. auxiliaire était là.

Certes, la victoire peut sembler avoir été acquise assez facilement. Il n'en demeure pas moins que les éléments les plus conscients auront compris que non seulement la lutte résolue paie, mais que dorénavant le volontarisme pur doit laisser la place à l'organisation : le succès devrait impliquer une idée claire des buts à atteindre. Ce sera peut-être pour l'avenir l'un des aspects positifs de cette première expérience.

Les étudiants

(suite de la page 1)

Le thème central de la grève était cette fois plus politique : « Action solidaire face à la répression ». Dès le début ont eu lieu, dans de nombreux cours et T.P., des débats qui se sont conclus par le vote de motions instaurant la grève active, condamnant la répression et proclamant la solidarité de tous les étudiants avec ceux qui avaient été exclus.

Parfois ces discussions ont permis de révéler le caractère de sélection sociale du contrôle des connaissances et des conditions de travail. Le contenu idéologique de l'enseignement a été contesté et des analyses de sa fonction ont été faites. Ceci est donc un fait positif.

Il fallait alors répondre aux nécessités d'organisation. Les comités d'action étant la base du mouvement, il était normal que leurs représentants forment un comité de coordination. Mais il s'est avéré que la coordination n'a pas eu de rôle effectif. En fait, participaient à la coordination les « volontaires » qui y soutenaient les opinions de leur choix. C'était croire que, spontanément, les forces existantes se donneraient les moyens de coordonner leur lutte. Mais comment se fait-il que des étudiants « politiquement conscients » aient laissé s'installer des farfelus à la coordination ?

Cela ne peut s'expliquer que par la façon dont a été menée cette grève : les « usurpateurs » ne peuvent s'installer que sur la passivité générale et il faut bien constater que la majorité des étudiants se sent davantage concernée par ses conditions de travail que par le Vietnam ou la Palestine ; ou bien nous répondrons à ces problèmes ~~en montrant leurs implications po~~litiques, ou bien nous nous condamnerons à l'isolement en laissant la voie libre aux mouvements modérés et réformistes, ce qui est finalement avouer que nous n'avons rien compris au mouvement de Mai. Que signifie en effet « une U.N.E.F. des C.A. pour réaliser une université politique» ? cela consacre et aggrave la coupure existant entre la minorité révolutionnaire et la masse des étudiants.

Cela explique en bonne partie l'incohérence organisationnelle de la coordination et le faible niveau des luttes. La coordination n'avait en fait pas grand chose à coordonner si ce n'est les « militants d'avant-garde ».

Une expérience à ce sujet semble significative. En cours d'ethnologie des étudiants sont intervenus pour lancer un débat sur la répression mais l'amphi n'a pas suivi. Changeant alors de tactique, ils essayèrent d'analyser l'image que l'enseignement donnait du rôle de l'ethnologue.

La discussion fut alors générale et le rôle véritable de l'ethnologue analysé et dénoncé en tant que rouage de transmission de l'exploitation des pays capitalistes face aux pays du tiers-monde.

Cette expérience montre bien que les étudiants sont capables de se mobiliser sur des actions revendicatives face aux conditions de travail et au contenu de l'enseignement. Cette mobilisation a une signification politique claire mais ne nécessite pas l'adhésion à une « ligne politique claire ».

Qu'il existe des militants plus formés, que ces militants aient un rôle important à jouer, personne ne le niera. Mais vouloir les transformer en professeurs de politique, c'est consacrer « l'irresponsabilité » de ceux qui devraient (?) les suivre. C'est pourquoi nous pensons que les C.A. ne doivent agir qu'en tant que tendance au sein du mouvement et de l'U.N.E.F., et que leur action doit principalement tenter d'insérer les revendications matérielles des étudiants, l'analyse de la fonction de l'université et du contenu de l'enseignement dans une perspective de lutte anti-capitaliste.

est-ce la fin du franquisme ?

(Article écrit par un camarade espagnol, traduit par « P. O. »)

Une fois de plus depuis un tiers de siècle, on annonce la fin prochaine et inévitable du franquisme. Le brillant raisonnement selon lequel toute recrudescence de la répression démontre la faiblesse du régime et toute mesure de tolérance prouve l'efficacité de « la lutte héroïque du peuple espagnol », permet de tracer les perspectives les plus optimistes, un peu obscurcies seulement par « l'absence du parti d'avant-garde » sans lequel, bien entendu, l'effondrement du franquisme ne peut aboutir qu'à l'établissement d'une « démocratie formelle ».

La fin du franquisme est proche, c'est vrai, mais de la même manière dont on pourrait parler de la fin du « salazarisme » portugais. Si l'on laisse de côté ce facteur personnel des deux dictatures, il faut nous demander si cette fin du franquisme peut représenter ou non une rupture avec ce qui a constitué l'essentiel de ce régime. Si ses caractères profonds, ainsi que la prédominance des groupes sociaux qui l'ont soutenu devaient continuer, il serait abusif de parler de sa fin. Les événements de Tchécoslovaquie montrent que le stalinisme n'est peut-être pas mort avec la disparition de Staline.

⁂

Beaucoup d'espagnols sont surpris de constater que l'opinion publique internationale, prenant les textes officiels au pied de la lettre, considère la déclaration de l'état d'exception du 24 janvier comme une rupture de la situation « normale ». Cette situation « normale » mérite pourtant d'être décrite.

En Espagne, le droit de s'exprimer politiquement n'appartient qu'à ceux qui font partie du « Mouvement », dernière forme hypocrite du parti unique rassemblant les vainqueurs de la guerre civile. Tout groupe d'opposition politique étranger aux « principes du Mouvement » est considéré par la législation espagnole comme association de malfaiteurs, ce qui permet de proclamer qu'il n'y a pas de détenus politiques en Espagne. Des jeunes, accusé d'avoir distribué du matériel de propagande de petits groupes révolutionnaires, ont été « normalement » condamnés à plusieurs **années de prison.** Tous les ouvriers sont obligés de payer des cotisations pour alimenter l'énorme appareil bureaucratique des syndicats fascistes (C.N.S.), totalement intégré à l'Etat et dont de nombreux permanents sont en même temps policiers ou militaires de carrière. La grève est illégale.

La télévision dépend directement du Ministère de l'Information, ainsi qu'une grande partie des stations de radio. Les chaînes de radiodiffusion privées ne transmettent que les nouvelles fournies par l'agence officielle. La presse appartient au « Mouvement », à l'Eglise ou à des groupes capitalistes très proches du régime.

Au cours de ces dernières années, le contrôle sur la presse, qui était exercé directement, est devenu indirect. Les groupes dirigeants, préoccupés par le problème de la succession de Franco et désireux d'ouvrir une sorte de « confrontation d'opinions » sur cette question épineuse, rompirent l'uniformité de la période précédente et essayèrent de s'appuyer, dans une certaine mesure, sur l'opinion publique. Il s'ensuivit une information assez complète, quoique tendancieuse, sur les mouvements sociaux dans le pays. Ces informations ont été supprimées à partir du 24 janvier. La « libéralisation » de l'information avait eu également pour conséquence de faire apparaître publiquement les désaccords entre les différents groupes dirigeants, particulièrement violents entre un groupe dont l'influence est croissante — l'Opus Dei — et un autre en pleine décadence ,la Phalange. Cependant, les conditions dans lesquelles se déroulaient les débats ne répondaient guère aux critères considérés comme « normaux » dans la plupart des pays européens. Le journal « Madrid » fut suspendu pendant deux mois, plusieurs directeurs de publications furent destitués ou inculpés et certaines de ces publications interdites.

Un autre aspect de ce retour à la véritable situation « normale » du franquisme a été l'arrestation préventive de tous les militants politiques — ou personnes soupçonnées de l'être — que la police voulait retirer de la circulation. On en finissait ainsi avec les « obstacles » que des avocats ou des magistrats opposaient parfois à la répression policière.

⁂

Cet état d'exception est si peu exceptionnel que beaucoup d'espagnols haussent les épaules lorsqu'on les interroge au sujet des récentes mesures. Les mineurs asturiens ont continué de faire grève pour protester contre le nombre croissant d'accidents du travail et contre la misérable avarice des entreprises vis-à-vis des mineurs silicosés. Les arrestations de militants ouvriers et les tentatives de certaines entreprises pour profiter de la situation et essayer d'interrompre la discussion des conventions collectives, par exemple, ont provoqué les grèves du Pays basque et de la Catalogne, exactement comme s'il n'y avait pas eu d'état d'exception (dans la province basque du Guipuzcoa, l'état d'exception existait depuis août dernier). En revanche, là où les arrestations furent opérées dans un milieu plus vulnérable, comme celui des commissions ouvrières de Madrid qui, dans le climat d' « indiscipline anormale » de ces derniers temps, agissaient presque en plein jour, ou celui de petits groupes d'étudiants révolutionnaires, qu'on a ainsi décapités, les réactions ont été très faibles.

⁂

Pour comprendre la situation actuelle en Espagne, il faut tenir compte des effets de la guerre civile : la destruction systématique et terriblement efficace du mouvement ouvrier organisé et même des secteurs de la petite bourgeoisie qui appuyèrent la République à sa naissance en 1931. Cette tâche répressive fut accomplie avec une férocité comparable seulement à celle des nazis dans les territoires occupés pendant la dernière guerre. Lorsqu'en 1940 le comte Ciano, ministre du gouvernement fasciste italien, se rendit en Espagne, il fut tellement impressionné en apprenant qu'on fusillait encore, dans la seule Madrid, 200 à 300 personnes chaque jour, qu'il demanda à Mussolini de conseiller la modération à Franco. Ce seul exemple permet de comprendre le caractère implacable de la répression.

Dans ces conditions, et après la liquidation, dans les années qui suivirent la deuxième guerre mondiale, des dernières séquelles de la guerre civile - guerrillas, etc. - c'est seulement au cours des dernières années qu'un mouvement ouvrier clandestin, minoritaire, plein de défauts mais réel, a pu commencer à se constituer.

Parallèlement, on a assisté à un développement de l'économie qu'on ne pourrrait certes pas présenter comme un bon modèle théorique, mais qui a cependant donné des résultats globaux importants. Or, c'est justement ce développement qui a rendu plus aiguës les contradictions d'un régime dont les utopies réactionnaires ont dû être de plus en plus sacrifiées aux intérêts du grand capital. L'un des secteurs dans lesquels cette contradiction s'exprime le plus fortement est celui de l'enseignement, où les besoins d'un pays moderne, ouvert à l'extérieur, se heurtent à l'obscurantisme que le franquisme imposa dès les premiers jours de sa victoire.

C'est le mouvement ouvrier et le mouvement étudiant en plein développement, ce sont aussi les divergences toujours plus profondes entre les vainqueurs de la guerre civile que le secteur le plus rétrograde des milieux dirigeants à voulu congeler en proclamant cet état d'exception si peu exceptionnel, ridicule coup d'épée dans l'eau. En effet, le court délai — trois mois, dont la moitié s'est déjà écoulée — ne permettra même pas d'opérer une nouvelle distribution des forces au sommet, ni de liquider la crise largée au sein d'un conseil des ministres soumis aux pressions de l'armée, avec un dictateur qui est forcé de publier le taux de ses globules rouges pour prouver qu'il gouverne encore.

Il est difficile d'être optimiste à court terme étant donné la faiblesse des forces révolutionnaires, et même celle des forces simplement disposées à rompre tous liens avec le régime actuel ou avec son possible prolongement par des fantôches couronnés. Cependant, compte tenu de la croissance continuelle du mouvement ouvrier et de l'incapacité des gouvernants actuels à donner une solution aux problèmes posés par un pays en pleine transformation, on peut être certain que le franquisme n'a plus beaucoup d'avenir et que toute une série de crises se succèderont jusqu'à ce que le rapport des forces change de manière décisive.

Note de « Pouvoir Ouvrier »

Il est vrai que la situation « normale » d'avant le 24 janvier ne correspondait pas au standard des démocraties bourgeoises européennes. Cependant, la « libéralisation » n'a été ni une simple comédie ni un moyen pour discuter uniquement entre franquistes, du problème de la succession. Il serait faux de penser que rien n'a changé dans les milieux dirigeants depuis 1939. La contradiction entre le développement ~~et les besoins de~~ l'économie et les structures politiques du franquisme d'une part, entre le développement des luttes ouvrières et l'appareil bureaucratique des syndicats fascistes d'autre part, les secteurs capitalistes les plus avancés en sont parfaitement conscients. Ils ne se posent donc pas seulement un problème de succession à Franco. La « libéralisation » politique décrétée par le sommet, comme l'activité développée à la base par ceux qui voudraient substituer aux syndicats fascistes une organisation syndicale de type réformiste européen, exprimaient, à deux niveaux différents, la nécessité d'un changement indispensable à la fois pour moderniser les structures économiques et politiques et pour canaliser la pression ouvrière.

L'état d'exception n'est pas simplement un coup d'épée dans l'eau. Devant la montée du mouvement ouvrier et étudiant, les forces les plus réactionnaires au sommet — chefs militaires, chefs de l'Eglise, bureaucrates phalangistes — l'ont emporté provisoirement sur l'aile « libérale » de la bourgeoisie, elle-même effrayée par l'agitation sociale et la radicalisation des étudiants.

On peut douter de l'efficacité, à moyen ou à long terme, des mesures répressives. On ne peut pas nier leur impact sur les organisations et les groupes luttant dans la clandestinité ni ne pas apercevoir leur signification politique. Dans ce sens, l'état d'exception c'est la faillite, peut-être provisoire, des projets de transition vers un régime de type européen (même gaulliste !). C'est en même temps la preuve de l'impuissance, peut-être également provisoire, de l'opposition bourgeoise. L'état d'exception peut donc avoir des conséquences à la fois sur la pratique et sur les perspectives du mouvement ouvrier et étudiant en Espagne.

ABONNEMENT

1 an (11 numéros) 10 F

Abonnement de soutien :

1 an à partir de 20 F

Faire les versements à

POUVOIR OUVRIER

C.C.P. 13.629-59 Paris

POUVOIR OUVRIER, Mensuel
22, rue Léopold-Bellan, Paris 2e

Directeur de publication responsable : Alain TROUSSON

232, rue de Charenton, Paris-12e

Imprimerie « E.P. »